

MOY PARK

***CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT DES
EAUX USEES ET PLUVIALES AUTRES QUE
DOMESTIQUES AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT***

**Syndicat intercommunal pour l'assainissement
de Marquise et Rinxent**

Vu les règlements d'assainissement du Syndicat Intercommunal pour l'assainissement des
Communes de MARQUISE et RINXENT,
Vu la réglementation en vigueur relative aux rejets des installations classées,
Vu le code de la santé publique,

Entre :

La Société Anonyme MOY PARK dont le siège est 712 chemin de noyelles 62251 HENIN
BEAUMONT et qui exploite à MARQUISE, Usine 1 Parc d'Activités des 2 caps (62250),
une unité de 90 tonnes par semaine, représentée par Madame PEROIS, et désignée dans ce
qui suit par le terme « établissement ».

Et :

D'une part, la ville de MARQUISE, représentée par son maire, Monsieur Martial HERBERT,
agissant en cette qualité depuis le 04 avril 2001, dénommée la Collectivité,

Et :

D'autre part, le Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement des Communes de
MARQUISE et RINXENT, représenté par son Président, Monsieur Martial HERBERT,
agissant au et pour le compte dudit syndicat, dûment autorisé à cet effet par le statut du 23
décembre 1982 et désigné dans ce qui suit, par le Syndicat Intercommunal.

Ayant été exposé ce qui suit :

Considérant qu'il existe un règlement d'assainissement syndical approuvé par le conseil
syndical en date du 26 mars 1999.

Considérant que l'établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que
domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des
installations adéquates permettant un traitement suffisant.

Considérant que l'établissement est autorisé au titre des installations classées pour la
protection de l'environnement à déverser ses eaux usées autres que domestiques au réseau
public d'assainissement par autorisation préfectorale du 12 juillet 2002.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention définit les modalités complémentaires à caractères administratif,
technique, financier et juridique que les parties s'engagent à respecter pour la mise en œuvre
de l'arrêté d'autorisation et de la convention de déversement des eaux usées autres que
domestiques de l'établissement, dans le réseau public d'assainissement.

ARTICLE 2 : Définitions

1. Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux usées provenant des cuisines (non industrielles), buanderies, lavabos, salle de bains, toilettes et installations similaires. Ces eaux sont admissibles au réseau public d'assainissement sans autre restriction que celles mentionnées au règlement du service de l'assainissement.

2. Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales, les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles ainsi que les eaux de refroidissement, les eaux de rabattement de nappe, ...

3. Eaux industrielles et assimilées

Sont classés dans les eaux industrielles et assimilées tous les rejets autres que les eaux usées domestiques ou eaux pluviales (ou expressément assimilées à ces dernières par la présente convention).

Les eaux industrielles et assimilées sont dénommées ci-après eaux usées autres que domestiques.

ARTICLE 3 : Caractéristiques de l'établissement

1. Nature de l'établissement

L'activité de l'établissement est l'agroalimentaire (volailles). Cette activité comporte les opérations industrielles suivantes :

- conditionnement
- cuisson

2. Plan des réseaux internes de collecte

Le plan des installations intérieures d'évacuation des eaux de l'établissement, expurgé des éléments à caractère confidentiel, est tenu à la disposition de la collectivité.

3. Usage de l'eau

Les eaux sont à l'usage du process et du bloc sanitaire.

4. Produits utilisés par l'établissement

L'établissement se tient à la disposition de la collectivité pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par la collectivité dans l'établissement.

5. Mise à jour

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'établissement au moment de chaque réexamen de la convention, ainsi qu'en cas d'application de l'article 13.

ARTICLE 4 : Installations privées

1. Réseau intérieur

L'établissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part pour assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement, soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, des ouvrages de dépollution.

L'établissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.

2. Traitement préalable aux déversements

L'établissement déclare que ces eaux usées autres que domestiques subissent un traitement avant rejet comprenant :

- Refroidissement par canal d'amenée ouvert
- Dégrillage (1 mm d'entrefer)
- Homogénéisation (cuve de 150 m³ avec agitateur en surface (turbine))
- Régulateur de débit (le bassin d'homogénéisation sert de tampon régulateur)
- Dégraissage

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration, avant rejet nécessaires à l'obtention des qualités d'effluents fixées dans la présente convention, sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'établissement.

Ils sont conçus, exploités et entretenus de manière à faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et à réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des prétraitements sont mesurés périodiquement et les résultats de ces mesures sont portés sur un registre (éventuellement informatisé) tenu à la disposition de la collectivité.

ARTICLE 5 : Conditions techniques d'établissement des branchements

L'établissement déverse ses effluents dans les réseaux suivants :

	Réseau public Eaux usées	Réseau public Eaux pluviales	Réseau public unitaire
Eaux usées domestiques	oui		
Eaux usées autres que domestiques	oui		
Eaux pluviales		oui	

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

- branchement pour les eaux usées,
- branchement pour les eaux pluviales,

Il existe donc 2 branchements distincts.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- Un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- Une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- Un ouvrage dit « regard de branchement » ou « un regard de façade » placé de préférence sur le domaine public. Ce regard doit être visible et accessible en permanence aux agents du service public d'assainissement de la collectivité, il doit permettre l'installation des équipements mentionnés à l'article 9.

ARTICLE 6 : Echéancier de mise en conformité des rejets

Sans objet, car les rejets de l'établissement sont conformes à l'arrêté d'autorisation de déversement.

ARTICLE 7 : Prescriptions applicables aux effluents

1. Eaux usées autres que domestiques

Les eaux usées autres que domestiques doivent respecter les prescriptions mentionnées dans l'arrêté d'autorisation et dans la présente convention. De plus les eaux industrielles contenant des substances susceptibles d'entraver par leur nature ou leur concentration le bon fonctionnement de la station d'épuration doivent subir une neutralisation ou un traitement préalable avant leur rejet dans les égouts publics (acides libres, dérivés des chromates, dérivés cyanogènes, hydrocarbures, gaz nocifs, métaux lourds ...). En outre les eaux seront inodores et incolores.

2. Eaux pluviales

La présente convention ne dispense pas l'établissement de prendre les mesures nécessaires pour évacuer ses eaux pluviales dans les conditions réglementaires en vigueur suivant l'arrêté d'autorisation.

Prescription

L'établissement s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer une collecte séparative et éviter ainsi d'envoyer des eaux pluviales dans les réseaux publics d'eaux usées. Vice versa, il évitera d'envoyer les eaux usées dans le réseau d'eau pluviale.

3. Prescriptions particulières

L'établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, ... sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers fixées ci-dessous.

ARTICLE 8 : Surveillance des rejets

1. Auto surveillance

L'établissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente convention et de son arrêté d'autorisation de déversement.

L'établissement met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures (voir tableau).

Paramètre	Concentration maximale / valeur	Flux journalier maximal	Fréquence des mesures	Méthode
Débit journalier		120 m ³ /j	En continu	Débitmètre
Volume horaire		9 m ³ /h	En continu	Débitmètre
Température	30°C		En continu	Sonde thermique
pH	5,5 < - < 8,5		En continu	Sonde pH
MES	300 mg/L	36 kg/j	Hebdomadaire	NF T 90-105
DCO	2 000 mg/L	240 kg/j	Hebdomadaire	NF T 90-101
NGL	150 mg de N/L	18 kg/j	Hebdomadaire	NF T 90-110
DBO5*	800 mg/L	96 kg/j	Hebdomadaire	NF T 90-103
P total	50 mg de P/L	6 kg/j	Hebdomadaire	NF T 90-023
Chlorures	-	168 kg/j	mensuel	NF T 90-014
Matières extractibles à l'hexane	80 mg/L	9,6 kg/j	Hebdomadaire	NF T 90-202

* Ce paramètre fera l'objet, durant huit mois, à compter de la date de signature, de non sanction en cas de dépassement des valeurs limites sous regard de l'avancement d'une optimisation ou tout autre changement en vue de respecter les 800 mg/L, annoncé dans les engagements. A l'issue de cette échéance une réunion tiendra lieu de négociation pour un maintien de ces valeurs ou une révision et fera l'objet d'un avenant à cette convention.

Il est convenu que le présent programme de mesure ne pourra être modifié notamment dans le cas où la production s'accroîtrait.

Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C). Les résultats d'analyse seront transmis mensuellement à la collectivité sur le modèle fourni en annexe. Ces analyses seront effectuées en méthode normalisée. Le préleveur sera mis en route chaque jour et un prélèvement de 2 litres sera conservé 48 heures dans le réfrigérateur du préleveur.

Les à-coups de débit devront être lissés, ainsi que ceux des chlorures (voire à changer les produits d'entretien).

Les courbes de débit, pH et température seront archivées pendant six mois dans les locaux de l'établissement (sous forme papier ou informatisé (readwin de chez E+H)) et resteront à disposition du syndicat sur demande.

En plus des relevés d'analyses, il sera transmis au syndicat les quantités de graisses évacuées, de matières de curage et les refus de dégrillage ainsi que leur mode d'élimination final (factures et bordereaux de suivi de déchets à l'appui).

L'établissement fournit au moins une fois par an des résultats d'analyses réalisées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement.

2. Inspection télévisée du branchement

Les rejets présentant des risques notables d'altération des installations, le syndicat intercommunal se réserve le droit de procéder à une inspection télévisée du tronçon de branchement situé sous la voie publique, jusqu'au raccordement au réseau public d'eaux usées ainsi que le réseau eaux usées, si celui-ci viendrait à être endommagé à cause des effluents de l'établissement, réalisée d'un commun accord aux frais de l'établissement.

3. Contrôles par le Syndicat Intercommunal

Le syndicat Intercommunal pourra effectuer, à ses frais et de façon inopinée, des prélèvements et analyses de débit et de qualité. Les résultats seront communiqués par le Syndicat à l'établissement.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maximaux autorisés, ou révéleraient une anomalie, quelque soit la nature et le nombre de paramètres dépassés, les frais de l'opération de contrôle concernée seraient mis à la charge de l'établissement sur la base des pièces justificatives produites par la collectivité.

ARTICLES 9 : Dispositifs de mesure et de prélèvements

Compte tenu de la configuration des dispositifs de comptage et de prélèvements, l'établissement en laissera le libre accès aux agents du syndicat, sous réserve du respect par ces derniers des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'établissement.

L'établissement surveillera et maintiendra en bon état de fonctionnement ses appareils. En cas de défaillance, voire arrêt total des appareils de mesures, l'établissement s'engage, d'une part, à informer le syndicat intercommunal et, d'autre part, à procéder à ses frais à leur remise en état dans les plus brefs délais.

De plus l'établissement s'engage à fournir au syndicat les rapports d'étalonnage des appareils de mesure, effectués par le fournisseur une fois par an.

ARTICLE 10 : Dispositifs de comptage des prélèvements d'eau

L'établissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivant d'alimentation en eau :

Nature du prélèvement d'eau	Comptage
Réseau eau potable	Oui

L'établissement effectuera les relevés de ses consommations et les communiquera au syndicat, ce chaque mois au même titre que les mesures de l'article 8.

L'établissement autorise le syndicat à visiter ces dispositifs dans les conditions de l'article 9.

ARTICLE 11 : Conditions financières

1. Redevance

La redevance semestrielle est calculée en fonction du volume d'eau potable consommé. Il est convenu un prix de 1,5245 euros par m³ d'eau consommé.

2. Surtaxe

La surtaxe intervient en cas de dépassement des maxima autorisés (article 8). Il est convenu un prix de 10 euros par unité dépassé (kg/j, m³/j, m³/h), quelque soit le paramètre. Les moyennes des flux seront calculées à l'aide de moyennes des contrôles effectués par l'établissement et de celles des contrôles inopinés en général sous réserve de valeurs non aberrantes dues à un problème technique. De plus chaque paramètre est indépendant, la surtaxe sera donc :

$$\text{Surtaxe} = \sum_i (p \cdot x_i)$$

Avec :

p = 10 euros

x = dépassement en kg/j et/ou m³/j et/ou m³/h

i = paramètre dépassé

En cas de dépassement répétitif de la température et du pH, il sera appliqué un forfait de 15 € la journée (au-delà des 40°C le forfait sera appliqué d'office).

ARTICLE 12 : Facturation et règlement

La redevance sera imputée sur la facture d'eau de l'entreprise et perçue par le fermier eau potable qui reversera au syndicat la totalité des sommes collectées au titre du traitement.

La surtaxe sera recouvrée par l'émission d'un titre de recette établi par le syndicat ; le trésorier sera chargé de son application.

ARTICLE 13 : Révision des rémunérations et de leur indexation

Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et réglementaires, les modalités d'application de la tarification pourront être soumises à réexamen, notamment dans les cas suivants :

- en cas de changement dans la composition des effluents rejetés, notamment par application de l'article 16 ;
- en cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement ;

- en cas de modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration de la Collectivité ;

ARTICLE 14 : Conduite à tenir par l'établissement en cas de non respect des conditions d'admission des effluents

En cas de dépassement des valeurs limites fixées, l'établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance le syndicat,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté.

En cas d'accident de fabrication susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par la présente, l'établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais le syndicat,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf si accord de la collectivité et du syndicat pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux industrielles si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de la collectivité ou du syndicat.

ARTICLE 15 : Conséquences du non respect des conditions d'admission des effluents

1. Conséquences techniques

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, l'établissement s'engage à en informer la collectivité conformément aux dispositions de l'article 14, et à soumettre à cette dernière, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, le syndicat se réserve le droit :

- de ne pas accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans cette convention,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités, prévue au paragraphe précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'établissement présentent des risques importants.

Toutefois dans ces cas, le syndicat :

- informera l'établissement de la situation et ou des mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente convention et au respect des valeurs limites définies avant cette date.

2. Conséquences financières

L'établissement est responsable des conséquences dommageables subies par le syndicat du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par cette convention de déversement, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité desdits rejets et les dommages subis par le syndicat aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par le syndicat et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celui-ci.

Ainsi, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devraient être modifiées du fait des rejets de l'établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il est de même si les rejets de l'établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

ARTICLE 16 : Modification de l'arrêté d'autorisation de déversement

En cas de modification de l'arrêté autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement, la présente convention pourra, le cas échéant, et après renégociation être adaptée à la nouvelle situation et faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 17 : Obligations de la collectivité

Le syndicat, sous réserve du strict respect par l'établissement des obligations résultants de la présente convention, prend toutes les dispositions pour :

- accepter les rejets de l'établissement dans les limites fixées dans l'article 8,
- fournir à l'établissement, sur demande, une copie du rapport annuel du maire sur le prix et la qualité du service.
- assurer l'acheminement de ces rejets, leur traitement et leur évacuation dans le milieu naturel conformément aux prescriptions techniques fixées par la réglementation applicable en la matière,
- informer, dans les meilleurs délais, l'établissement de tout incident ou accident survenu sur son système d'assainissement et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception ou le traitement des eaux usées visées par la convention, ainsi que les délais prévus pour le rétablissement du service.

Dispositions communes

Dans le cadre de l'exploitation du service public de l'assainissement, hors dégâts naturels, le syndicat pourra être amené de manière temporaire à devoir limiter les flux de pollutions entrants dans les réseaux, il devra alors en informer au préalable l'établissement et étudier

avec celui-ci les modalités de mise en œuvre compatibles avec les contraintes de production de l'établissement.

Les volumes et flux éventuellement non rejetés au réseau par l'établissement pendant cette période ne seront pas pris en compte dans l'assiette de facturation.

Une réduction notable d'activité imposée à l'établissement ou un dommage subi par une de ses installations en raison d'un dysfonctionnement grave et/ou durable du système d'assainissement peut engager la responsabilité du syndicat dans la mesure où le préjudice subi par l'établissement présente un caractère anormal et spécial.

ARTICLE 18 : Cessation du service

1. Conditions de fermeture du branchement

La collectivité ou le syndicat peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, dès lors que :

- d'une part, le non respect des dispositions de la présente convention induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas :
 - de modification de la composition des effluents ;
 - de non respect des limites et des conditions de rejet fixées ;
 - de non installation des dispositifs de mesure et de prélèvement ;
 - de non respect des échéanciers de mise en conformité ;
 - d'impossibilité pour le syndicat de procéder aux contrôles ;
- Et d'autre part, les solutions proposées par l'établissement pour y remédier restent insuffisantes.

En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision par le syndicat à l'établissement, par lettre RAR, et à l'issue d'un préavis de quinze jours.

Toutefois, en cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la collectivité ou le syndicat se réserve le droit de pouvoir procéder à la fermeture immédiate du branchement.

En cas de fermeture du branchement, l'établissement est responsable de l'élimination de ses effluents.

2. Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- Par la collectivité ou le syndicat, en cas d'inexécution par l'établissement de l'une de ses quelconques obligations, quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu qu'à des solutions de la part de l'établissement jugées insuffisantes.
- Par l'établissement, dans un délai de quinze jours après notification à la collectivité et au syndicat.

La résiliation autorise la collectivité ou le syndicat à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation et dans les conditions précitées à l'article 18.1.

3. Dispositions financières

En cas de résiliation de la présente convention par la collectivité, le syndicat ou l'établissement, les sommes dues par celui-ci au titre, d'une part, de la redevance d'assainissement jusqu'à la date de fermeture du branchement et d'autre part, du solde de la participation prévue à l'article 11 deviennent immédiatement exigibles.

Eventuellement, en cas de non paiement des sommes dues par l'établissement dans un délai de quinze jours, il pourra être fait appel à la garantie financière.

Dans le cas d'une résiliation par l'établissement, une indemnité peut être demandée par la collectivité ou le syndicat à l'établissement, si la résiliation n'a pas pour origine la mauvaise qualité du service rendu ou si la prise en charge du traitement des effluents de l'établissement a nécessité un dimensionnement spécial des équipements de collecte et de traitement des effluents. Cette indemnité vise notamment les cas de transfert d'activité.

ARTICLE 19 : Durée

La présente convention, est conclue pour une durée de deux ans. Elle sera renouvelée par reconduction tacite par période de un an, à défaut de dénonciation de l'une ou l'autre des parties six mois avant l'expiration de la période en cours.

Dans le cadre d'une modification des liens contractuels entre le service d'assainissement et la collectivité (changement d'exploitant ou retour en régie), les conditions applicables à l'exploitant actuel s'appliqueront au nouveau gestionnaire du service.

ARTICLE 20 : Date d'effet

La présente convention prendra effet à la date de signature et prévaudra sur toutes les dispositions antérieures.

ARTICLE 21 : Jugement des contestations

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention sera soumis aux juridictions compétentes.

ARTICLE 22 : Documents annexes à la convention

- Tableaux mensuels de transmission des résultats
- Règlement du service d'assainissement

Fait à Marquise le 3 mai 2005, en 7 exemplaires,

Pour la ville de MARQUISE :

Monsieur le Maire,

Pour le Syndicat Intercommunal :

Monsieur le Président,

Pour la société MOY PARK :

Monsieur CHATELIER,